Le 16-01-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation

le 16 janvier 2021

Une professeure de droit de l'université d'Aix-Marseille a vu son nom publié sur les réseaux sociaux à la suite de propos qualifiés d'« islamophobes ». Le site MEDIAPART publie son nom et ses

coordonnées universitaires, la Ligue des Droits de l'Homme porte plainte contre elle; elle est depuis lors l'objet de menaces de mort.

À Lyon, un enseignant a été pris à partie par un parent d'élève après un de ses cours traitant de laïcité. Il exerçait dans l'établissement où Samuel Paty avait commencé sa carrière. Sa plainte contre le parent est classée sans suite. Après 17 ans d'enseignement de l'histoire-géographie, le professeur jette l'éponge et envisage de changer de métier.

À Toulouse, Fatiha Boudjalat, professeur d'histoire et géographie dans un collège, essayiste, militante laïque courageuse, qui a reçu en 2019 une mention au Prix national de la Laïcité, est attaquée publiquement dans une lettre ouverte adressée au recteur de l'Académie de Toulouse et au Président du Conseil départemental par les sections locales de Sud Éducation 31-65 et de CGT Educ'Action 31. Elle se voit alors obligée de demander la protection fonctionnelle au recteur de l'académie contre ceux qui la mettent en danger.

Non seulement la macronie n'a tiré aucune leçon de l'assassinat de Samuel Paty mais, par l'abandon des enseignants, désavoue leur comportement laïque. Pourtant, une très grande partie des enseignants de collège et lycée pratique l'autocensure car il ne leur est plus possible, sans risquer leur vie, d'aborder certains sujets, pourtant aux programmes de l'Éducation nationale.

Blanquer place les enseignants, dont la mission laïque est essentielle, entre le marteau et l'enclume : le « pas de vague » de son ministère et les attaques des islamistes et de leurs complices.

La macronie, dont le ministre Blanquer est un fantassin zélé, ne tient aucun compte de la gravité des événements et du malaise de l'ensemble du corps enseignant. Elle refuse de voir que l'instruction représente la cible idéologique des islamistes et de tous leurs alliés, qu'ils en soient conscients ou non.

Le Pardem exige que le gouvernement, le ministre Blanquer et les autorités académiques, appliquent, fermement et efficacement, toutes les dispositions déjà en vigueur pour que la République protège son école et ceux qui la servent en plaçant clairement et fermement la laïcité au cœur du contenu et du fonctionnement de l'école publique. Sauf à reconnaître que le système néolibéral ne veut pas et ne peut pas être favorable à la laïcité.

En réalité Macron ne fait que poursuivre sa grande œuvre néolibérale : diviser le peuple, le segmenter, augmenter le réflexe communautariste, organiser la charité au détriment de la solidarité nationale. Ainsi en toute logique, il abandonne l'école laïque et républicaine à ceux qui n'ont que faire des Lumières leur préférant l'obscurantisme et les intérêts d'une poignée de bénéficiaires de la mondialisation néolibérale.

En savoir plus : https://www.pardem.org/nation-souverainete-episode-7

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire